ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 21 novembre 1968, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réservant les emplois de commissaire de 3e classe et de commissaire de travaux de 3e classe du service d'enquêtes du Comité supérieur de contrôle à des candidats masculins", a donné le 27 janvier 1969 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetging, tweede kamer, de 21e november 1968 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij de betrekkingen van commissaris 3e klasse en van commissaris van werken 3e klasse van de dienst "enquêtes" van het Hoog Comité van toezicht voorbehouden worden voor mannelijke kandidaten", heeft de 27e januari 1969 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour seul objet de réserver à des candidats du sexe masculin, les emplois de commissaire de 3ème classe et de commissaire de travaux de 3ème classe du service d'enquêtes du Comité supérieur de contrôle.

Autrefois, tenant compte des conceptions relatives au rôle de la femme qui prévalaient dans la société au moment de l'adoption des lois qui avaient institué ou organisé les diverses fonctions publiques, la jurisprudence considérait que la législation contenait une règle générale implicite excluant, sauf dérogation, les femmes de "toutes les fonctions publiques proprement dites" (1) (2). L'exclusion des femmes s'étendait à l'exercice de professions dont les titulaires étaient appelés à collaborer à l'administration de la justice, telles que la profession d'avocat.(3)

Une évolution profonde s'est opérée dans les conceptions relatives à la place de la femme dans la société. Cette évolution se poursuit.

Par les lois des 15 avril 1920 et 27 août 1921, le législateur a admis les femmes aux fonctions de membre de conseil communal, de bourgmestre, d'échevin, de secrétaire communal et de receveur communal.

.../...

---

(1) Pandectes belges, tome 44, 1893, v° Fonction publique, n°s 29 et sqq.

(2) Voir au sujet de certaines dérogations, l'avis donné le 22 avril 1872 par le Comité de législation (Revue communale 1878, page 142).

(3) Appel Bruxelles,12 décembre 1888 avec les conclusions de M. le Procureur général VAN SCHOOR. Pas. 1889, II, 48; Belg. jud. 1889, p. 6, et Cass. 11 novembre 1889, avec les conclusions de M. l'Avocat général BOSCH, Pas. 1890, I, 10.

La loi du 7 avril 1922 les a admises à la profession d'avocat. Mais cette loi n'avait pas pour effet de leur permettre d'être nommées en qualité d'avoué (1). Il fallut la loi du 1er février 1947 pour les autoriser à exercer cette profession.

Les lois des 7 mai 1947, 21 février 1948 et 1er mars 1950 ont admis les femmes respectivement aux fonctions d'avocat à la Cour de cassation, à toutes les fonctions de l'ordre judiciaire ainsi qu'à celles de membre du Conseil d'Etat ou de son auditorat, et aux fonctions de notaire.

En ce qui concerne les fonctions des administrations de l'Etat, le Gouvernement considère depuis 1921 qu'elles sont accessibles aux femmes. Toutefois, le Gouvernement a estimé pouvoir exclure les femmes de certaines de ces fonctions (2).

Dès les premières années de son existence, le Conseil d'Etat a été appelé à se prononcer au sujet de la légalité de décisions par lesquelles des autorités administratives avaient réservé des emplois aux candidats d'un sexe déterminé. Par un arrêt du 10 avril 1951, Commune de Sint-Lenaarts, n° 822, IVe, le Conseil d'Etat a décidé qu'en réservant aux candidats du sexe féminin l'emploi de

.../...

(1) Cass. 29 avril 1946 avec les conclusions de M. le Procureur général CORNIL, Pas. 1946, I, 156.

(2) G.DOR et Ad.BRAAS, "La Constitution", n° 85, dans Novelles, Lois politiques et administratives, tome II. L.TALLOEN, "Les femmes dans l'administration publique", dans "La réforme du statut des agents de l'Etat", pp. 71-118. Institut belge des sciences administratives, 1954.

commis qui était à conférer "le conseil communal n'a pas excédé les pouvoirs qu'il tient de la loi" (1). Dans deux arrêts du 29 mai 1952, Lalmand, n° 1592, et Meurs, n° 1593, VIe, le Conseil d'Etat a déclaré "qu'il appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination de déterminer, d'après les nécessités propres à chaque service, si et dans quelle mesure il convient d'admettre les candidats masculins ou féminins aux divers emplois vacants" (2). Selon l'arrêt rendu le 6 septembre 1963 en cause de la Commission d'assistance publique d'Ixelles, n° 10.167, IIIe, "il est loisible au Roi dans l'exercice du pouvoir que lui confère l'article 87 de la loi communale d'apprécier si les exigences objectives d'une fonction imposent le recours exclusif à du personnel féminin" (3).

Se proposant d'adhérer à la Convention sur les droits politiques de la femme, conclue à New York le 31 mars 1953, le Gouvernement a, le 8 juin 1960, saisi le Conseil d'Etat d'un projet de loi tendant à l'approbation de cette Convention.

Dans son avis, le Conseil d'Etat a, sur la base de l'exposé des motifs, relevé "que le Gouvernement se propose d'adhérer à la Convention du 31 mars 1953 moyennant trois réserves. La première réserve a trait à l'exercice des pouvoirs royaux ... Les deux réserves suivantes concernent respectivement certains emplois dans l'armée, la police et la gendarmerie, et certaines fonctions du service extérieur et de la chancellerie du Ministère des Affaires étrangères (4).

.../...

---

(1) R.J.D.A., 1951, p. 204, avec observations de M. le professeur DE VISSCHER.

(2) Recueil, p. 479.

(3) Recueil, p. 640.

(4) Avis du Conseil d'Etat annexé au doc.parl.Ch.,sess. 1962-1963, 644, n° 1, pp.4-5.

Le Conseil d'Etat a observé que les réserves spéciales faites n'étaient pas complètes et que les lacunes qu'elles présentaient risquaient de donner naissance à des difficultés.

"Pour éviter tout oubli et sauvegarder l'avenir", le Conseil d'Etat a suggéré au Gouvernement de remplacer ces réserves spéciales par "une réserve générale inspirée de l'interprétation qui est traditionnellement donnée au principe de l'égale admissibilité des Belges aux emplois publics". Le Conseil d'Etat a développé sa proposition comme suit : "Selon cette interprétation traditionnelle, le principe de l'égale admissibilité des Belges aux emplois ne s'oppose pas à ce que l'autorité publique subordonne l'accès à certains emplois à des conditions d'aptitude que seuls les candidats d'un sexe déterminé sont à même de réunir. D'autre part, il est admis que l'autorité publique peut réserver certains emplois aux seuls candidats du sexe masculin ou féminin pour des raisons objectives qui tiennent soit aux exigences propres à la bonne marche d'un service, soit à la nécessité d'accorder une protection spéciale à la femme contre les dangers propres à l'exercice de certains emplois. De telles exclusions ne constituent pas de véritables discriminations ; elles consacrent une différence de traitement fondée sur une différence de fait et sur les conséquences objectives qui en résultent" (1).

La Convention sur les droits politiques de la femme a été approuvée par la loi du 19 mars 1964. Conformément aux intentions exprimées dans l'exposé des motifs de cette loi, le Gouvernement a assorti l'adhésion de la Belgique à cette Convention de la réserve suivante :

.../...

(1) Voir également A.MAST "Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk Recht", Gand, 1963, n° 360.

"... Tant pour le passé que pour l'avenir, la Convention ne peut faire obstacle à ce que l'autorité publique établisse des conditions d'accès aux fonctions publiques, en s'inspirant, en dehors de toute idée de discrimination, soit du souci d'assurer la protection de la femme contre certains risques physiques ou moraux, soit de considérations objectives tenant aux exigences inhérentes à la bonne marche de certains services publics" (1).

En adhérant - même avec réserves - à la Convention sur les droits politiques de la femme, les pouvoirs publics ont montré qu'ils n'étaient pas indifférents à l'évolution des idées vers une égalité complète entre les sexes.

Les Pactes internationaux relatifs aux Droits de l'Homme, adoptés à l'unanimité par l'Assemblée Générale des Nations-Unies en décembre 1966 et signés par la Belgique le 10 décembre 1968, contiennent également des dispositions consacrant cette égalité.

Le Pacte relatif aux droits civils et politiques contient les deux dispositions suivantes :

"Article 2.-

1. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tout individu se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence, les droits reconnus dans le présent Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou toute autre situation.

.../...

(1) Moniteur belge du 2 septembre 1964.

Article 3.-

Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à assurer le droit égal des hommes et des femmes de jouir de tous les droits civils et politiques énoncés dans le présent Pacte".

Le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels comprend des dispositions analogues en ses articles 2,2, et 3 .

Depuis l'adhésion de la Belgique à la convention du 31 mars 1953 sur les droits politiques de la femme, le Conseil d'Etat a été saisi d'un recours qu'il a interprété comme tendant notamment à l'annulation d'une décision du Ministre de la Santé publique et de la Famille réservant aux candidats du sexe masculin la participation au concours organisé en vue du recrutement de trois inspecteurs de denrées alimentaires. Le premier arrêt relatif à ce recours, l'arrêt du 9 février 1966, n° 11.634, VIIe (1), contient le considérant suivant : "Considérant, quant au principe de l'égalité énoncé à l'article 6 de la Constitution, que cet article, pour ce qui est des droits politiques de la femme, ne porte nulle atteinte au droit que détient l'autorité de fixer les conditions d'accès aux emplois publics et, partant, de subordonner l'admission à certains emplois à des conditions d'aptitude que seuls les candidats du sexe qu'elle détermine sont susceptibles de remplir ;qu'à cet égard, la loi du 19 mars 1964 portant approbation de la convention sur les droits politiques de la femme, conclue à New-York le 31 mars 1953, formule la réserve expresse suivante relative à l'article 3 de cette convention : "Tant pour le passé que pour l'avenir, la convention ne peut faire obstacle à ce que l'autorité publique établisse des conditions d'accès aux fonctions publiques en s'inspirant, en dehors de toute idée de discrimination,

.../...

(1) Recueil, page 117.

soit du souci d'assurer la protection de la femme contre certains risques physiques ou moraux, soit de considérations objectives tenant aux exigences inhérentes à la bonne marche de certains services publics"; que cette réserve s'identifie à l'interprétation donnée par le législateur de l'article 6 de la Constitution et qu'il s'en dégage incontestablement le pouvoir pour l'autorité d'exclure, dans certains cas, les femmes d'un emploi public".

L'arrêt ajoute : "que l'autorité qui est compétente pour décider de l'opportunité d'admettre des femmes aux emplois de l'administration de l'Etat est désignée par l'article 16, alinéa 1er, du statut des agents de l'Etat, d'où il résulte que les conditions d'admissibilité à la qualité d'agent de l'Etat sont fixées par le Roi".

Dans l'arrêt du 21 décembre 1966, n° 12.124, VIIe (1), relatif au même recours, le Conseil d'Etat déclare à nouveau "que l'article 6 de la Constitution n'interdit pas d'une façon absolue d'exclure des personnes, en raison de leur sexe, de certaines fonctions publiques". Mais il ajoute "que le principe de l'égalité s'impose pleinement tant que l'autorité compétente pour fixer les conditions de nomination à un emploi public n'a pas légalement exclu les candidats d'un sexe déterminé". En conclusion, le Conseil d'Etat annule la décision attaquée pour le motif qu'elle n'a pas été prise par l'autorité compétente pour fixer des conditions particulières en vue de la nomination à certains emplois destinés à être conférés à des agents de l'Etat, à savoir le Roi.

* * *

(1) Recueil, page 1013. Voir pour une synthèse de la jurisprudence du Conseil d'Etat, section d'administration, R.VAN HAECKE "Het gelijkheidsbeginsel en de toegang van de vrouw tot de openbare ambten", Tijdschrift voor bestuurswetenschappen en publiek recht, 1968, pp.322-326.

Il ressort de ce qui précède que le Roi peut réserver à des candidats du sexe masculin certains emplois des administrations de l'Etat pour lesquels sont requises des conditions d'aptitude que seuls ces candidats remplissent ou auxquels sont attachées des fonctions présentant des dangers physiques ou moraux contre lesquels il est légitime d'assurer une protection à la femme. Sous peine de méconnaître le respect du principe de l'égalité, une telle mesure ne peut cependant être prise que sur la base d'éléments objectifs de nature à justifier la distinction faite entre les deux sexes.

Le préambule du projet se borne à affirmer "qu'en raison, d'une part, des exigences inhérentes au bon fonctionnement du Service d'enquêtes du Comité supérieur de contrôle et, d'autre part, de la nécessité d'assurer la protection de la femme contre certains risques physiques ou moraux, il convient d'exclure les candidats féminins des emplois de commissaire de 3ème classe et de commissaire des travaux de 3ème classe audit Service d'enquêtes". Une considération aussi générale - énoncée en des termes qui ne font que reproduire ceux de la réserve faite par l'Etat belge lorsqu'il a adhéré à la Convention sur les droits politiques de la femme - ne suffit pas pour justifier les dispositions en projet.

Il appartient dès lors au Gouvernement de réexaminer le problème soulevé par ces dispositions. Si le Gouvernement peut invoquer, à l'appui de celles-ci, des éléments objectifs de caractère précis, il y a lieu de les indiquer au préambule du projet. Si le Gouvernement n'était pas en mesure d'invoquer de tels éléments, le projet serait dépourvu de justification légale.

.../

Il appartient également au Gouvernement d'examiner si les diverses tâches qui incombent à l'ensemble des commissaires et commissaires de travaux du Service d'enquêtes ne justifieraient pas de réserver aux candidats du sexe masculin une partie seulement des emplois.

Het enige doel van het ontwerp is, alleen mannelijke kandidaten toe te laten tot de betrekkingen van commissaris 3e klasse en van commissaris van werken 3e klasse van de dienst "Enquêtes" van het Hoog Comité van toezicht.

Aansluitend bij de opvattingen over de rol van de vrouw die gemeengoed waren in de samenleving waarin de wetten tot instelling en regeling van de diverse overheidsambten tot stand zijn gekomen, luidde de rechtspraak voeger dat in de wetgeving een stilzwijgende algemene regel besloten lag die, behoudens afwijking, vrouwen de toegang tot alle eigenlijke overheidsambten ontzegde (1) (2). Vrouwen mochten zelfs geen beroepen uitoefenen waarvan de titularissen bij de rechtsbedeling betrokken waren, bijvoorbeeld het beroep van advocaat (3).

De opvattingen over de plaats van de vrouw in de maatschappij hebben een grondige evolutie gekend, die nog voortduurt.

.../...

---

(1) PANDECTES BELGES, tome 44, 1893, v° Fonction public, nrs. 29 en volgende.

(2) Zie over bepaalde afwijkingen het advies, op 22 april 1872 gegeven door het Comité voor wetgeving (Revue communale 1878, blz. 142).

(3) Beroep Brussel 12 december 1888, met de conclusies van Procureur Generaal VAN SCHOOR, Pas. 1889, II, 48; Belg. jud. 1889, blz. 6, en Cass. 11 november 1889, met de conclusies van Advocaat-Generaal BOSCH, Pas. 1890, I, 10.

.../...

De wetten van 15 april 1920 en 27 augustus 1921 hebben de vrouwen toegelaten tot de ambten van gemeenteraadslid, burgemeester, schepen, gemeentesecretaris en gemeenteontvanger.

De wet van 7 april 1922 heeft hun toegang verleend tot het beroep van advocaat. Maar dat bracht dan nog niet mee dat zij ook pleitbezorger konden worden (1); daarvoor moest worden gewacht op de wet van 1 februari 1947.

De wetten van 7 mei 1947, 21 februari 1948 en 1 maart 1950 hebben de vrouwen onderscheidenlijk toegang verleend tot het ambt van advocaat bij het Hof van cassatie, tot alle ambten van de rechterlijke orde alsook tot het ambt van lid van de Raad van State of van zijn auditoraat, en tot het ambt van notaris.

Wat de ambten in de Rijksbesturen betreft, sedert 1921 acht de Regering ook die toegankelijk voor vrouwen. Toch heeft zij gemeend hen van bepaalde ambten te kunnen uitsluiten (2).

.../...

---

(1) Cass. 29 april 1946 met de conclusies van Procureur-Generaal CORNIL, Pas. 1946, I, 156.

(2) G. DOR en Ad. BRAAS, "La Constitution", nr. 85, in "Novelles, Lois politiques et administratives", deel II. L. TALLOEN "Les femmes dans l'administration publique", in "La réforme du statut des agents de l'Etat", blz. 71-118. "Institut belge des sciences administratives", 1954.

Reeds in de eerste jaren van zijn bestaan heeft de Raad van State uitspraak moeten doen over de wettigheid van beslissingen waarbij administratieve overheden betrekkingen hadden gereserveerd voor gegadigden van een bepaald geslacht. In een arrest van 10 april 1951, Gemeente Sint-Lenaarts, nr. 822, IVe, heeft de Raad beslist dat de gemeenteraad, waarbij alleen vrouwelijke kandidaten in aanmerking liet komen voor de toe te wijzen plaats van klerk, ". de hem bij de wet verleende bevoegdheid niet te buiten ging" (1). In twee arresten van 29 mei 1952, LALMAND, nr. 1592, en MEURS, nr. 1593, VIe, heeft de Raad verklaard "dat het de overheid, die bekleed is met de macht van benoeming, toekomt, volgens de bijzondere behoeften van elke dienst, te bepalen of en in welke mate mannelijke of vrouwelijke kandidaten toegelaten dienen te worden tot de verschillende vacante betrekkingen" (2). Volgens het arrest van 6 september 1963 inzake de Commissie van openbare onderstand van Elsene, nr. 10.167, IIIe, "kan de Koning, in de uitoefening van de bevoegdheid welke artikel 87 van de gemeentewet hem verleent, vrij oordelen of de objectieve eisen van een ambt verplichten uitsluitend op vrouwelijk personeel een beroep te doen" (3).

.../...

---

(1) R.J.D.A., 1951, blz. 204, met opmerkingen van professor DE VISSCHER.

(2) Verzameling, blz. 515.

(3) Verzameling, blz. 677.

Toen de Regering zich voornam toe te treden tot het Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw, afgesloten op 31 maart 1953, te New-York, heeft zij op 8 juni 1960 aan de Raad van State een ontwerp van wet tot goedkeuring van dat Verdrag voorgelegd.

In zijn advies heeft de Raad erop gewezen dat de Regering, blijkens de memorie van toelichting,"voornemens is tot het Verdrag van 31 maart 1953 toe te treden met een drieledig voorbehoud. In de eerste plaats betreft dat voorbehoud de uitoefening van de koninklijke macht ... Daarna wordt voorbehoud gemaakt eensdeels voor bepaalde bedieningen in het leger, bij de politie en bij de Rijkswacht, anderdeels voor bepaalde ambten van de buitenlandse dienst en de kanselarij van het Ministerie van Buitenlandse Zaken" (1).

De Raad heeft opgemerkt dat het speciaal voorbehoud niet volledig was en dat uit de daarin voorkomende leemten moeilijkheden konden ontstaan.

"Om niets te vergeten en met het oog op de toekomst", heeft de Raad de Regering toen in overweging gegeven dat speciaal voorbehoud te vervangen door "een algemene restrictie, die zou uitgaan van de interpretatie die gewoonlijk aan het beginsel van de gelijkheid der Belgen inzake toelating tot de openbare bedieningen wordt gegeven". De Raad lichtte zijn voorstel toe als volgt : "Volgens die interpretatie strijdt het niet met dat gelijkheidsbeginsel, dat de openbare overheid de toelating tot bepaalde bedieningen verbindt aan eisen inzake geschiktheid waaraan alleen kandidaten van een bepaald geslacht kunnen voldoen. Anderdeels wordt aangenomen, dat

.../...

(1) Advies van de Raad van State, gedr. st. Kamer, zitting 1962-1963, 644,nr. 1, blz. 4-5.

de openbare overheid om objectieve redenen, of die nu verband houden met de behoeften van een goede werking in de dienst dan wel met de noodzaak de vrouwen tegen de aan bepaalde bedieningen verbonden gevaren speciaal te beschermen, sommige ambten alleen voor mannelijke of vrouwelijke kandidaten kan bestemmen. Zulke uitsluitingen zijn geen eigenlijke discriminatie maar veeleer de bevestiging van een verschil in behandeling, dat steunt op een feitelijk verschil en op de objectieve gevolgen daarvan" (1).

Het Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw is goedgekeurd bij de wet van 19 maart 1964. De Regering heeft,overeenkomstig haar in de memorie van toelichting van die wet te kennen gegeven voornemen, aan de toetreding van België tot dat Verdrag het volgende voorbehoud verbonden : "... Zowel voor het verleden als voor de toekomst, kan het Verdrag geen afbreuk doen aan het recht van de openbare overheid om de voorwaarden van toegankelijkheid tot de openbare ambten vast te stellen door zich te laten leiden, buiten elke gedachte van discriminatie, hetzij door de bekommernis om de bescherming van de vrouw tegen zekere lichamelijke of morele risico's te verzekeren, hetzij door objectieve overwegingen afhankelijk van de vereisten welke verbonden zijn met de goede werking van sommige openbare diensten" (2).

.../...

---

(1) Zie ook A. MAST, Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk Recht, Gent, 1963, nr. 360.

(2) Belgisch Staatsblad 2 september 1964.

Door - zelfs onder voorbehoud - tot het Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw toe te treden, heeft de overheid het bewijs geleverd dat zij niet onverschillig blijft voor de evolutie naar volledige gelijkheid van vrouwen en mannen.

Ook de internationale Pacten betreffende de rechten van de mens, die in december 1966 door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties eenparig goedgekeurd en op 10 december 1968 door België ondertekend zijn, bevatten bepalingen welke die gelijkheid huldigen.

Het Pact betreffende de burgerlijke en politieke rechten bevat de volgende twee bepalingen :

"Article 2.-

1. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tout individu se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence, les droits reconnus dans le présent Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou toute autre situation.

Article 3.-

Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à assurer le droit égal des hommes et des femmes de jouir de tous les droits civils et politiques énoncés dans le présent Pacte".

Het Pact betreffende de economische, sociale en culturele rechten bevat soortgelijke bepalingen in zijn artikelen 2, 2, en 3.

.../...

Sedert de toetreding van België tot het Verdrag van 31 maart 1953 betreffende de politieke rechten van de vrouw, is bij de Raad van State een beroep ingesteld dat hij heeft geïnterpreteerd als onder meer te strekken tot vernietiging van een beslissing van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin, waarbij deze de vrouwelijke gegadigden uitsloot van deelneming aan het vergelijkend examen voor de werving van drie eetwareninspecteurs. Het eerste arrest in verband met dat beroep, nr. 11.634, VIIe, van 9 februari 1966 (1), bevat de volgende considerans :

"Overwegende, wat het gelijkheidsbeginsel vervat in artikel 6 van de Grondwet betreft, dat dit artikel, op het stuk van de politieke rechten van de vrouw, geen afbreuk doet aan het recht van de overheid om de voorwaarden van toegankelijkheid tot de openbare ambten vast te stellen en aldus de toelating tot bepaalde bedieningen te verbinden aan eisen inzake geschiktheid waaraan alleen kandidaten van een bepaald geslacht kunnen voldoen ; dat daaromtrent de wet van 19 maart 1964 tot goedkeuring van het Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw gesloten op 31 maart 1953 te New-York uitdrukkelijk, in volgende bewoordingen, voorbehoud betreffende artikel 3 van dit Verdrag heeft gemaakt : "Zowel voor het verleden als voor de toekomst kan het Verdrag geen afbreuk doen aan het recht van de openbare overheid om de voorwaarden van toegankelijkheid tot de openbare ambten vast te stellen door zich te laten leiden, buiten elke gedachte van discriminatie, hetzij door de bekommernis om de bescherming van de vrouw

.../...

(1) Verzameling blz. 124.

tegen zekere lichamelijke of morele risico's te verzekeren, hetzij door objectieve overwegingen afhankelijk van de vereisten welke verbonden zijn met de goede werking van sommige openbare diensten"; dat dit voorbehoud de door de wetgever zelf gegeven uitlegging van artikel 6 van de Grondwet uitmaakt, waaruit onbetwistbaar de bevoegdheid van de overheid blijkt om in bepaalde gevallen vrouwen van een openbaar ambt uit te sluiten".

Het arrest vervolgt : "Overwegende dat de overheid, welke ten aanzien van de ambten van het Rijksbestuur bevoegd is om te beslissen over de geraadzaamheid van de uitoefening van die ambten door vrouwen, aangeduid wordt door artikel 16, eerste lid, van het statuut van het Rijkspersoneel, waaruit blijkt dat de toelatingsvereisten om tot Rijksambtenaar te worden benoemd, door de Koning worden bepaald".

In het arrest van 21 december 1966, nr. 12.124, VIIe (1), betreffende hetzelfde beroep, zegt de Raad andermaal "dat artikel 6 van de Grondwet niet op absolute wijze verbiedt personen, op grond van hun geslacht, voor bepaalde openbare ambten uit te sluiten". Maar hij voegt eraan toe "dat het gelijkheidsbeginsel evenwel ten volle dient te worden gehandhaafd, zolang de overheid die bevoegd is de voorwaarden van benoeming tot een openbaar ambt vast te stellen niet wettig de gegadigden van een bepaald geslacht heeft uitgesloten". Tot besluit vernietigt de Raad de bestreden beslissing omdat zij niet genomen is door de overheid die bevoegd is om bijzondere voorwaarden

.../...

(1) Verzameling blz. 1083. Zie voor een synthese van de rechtsspraak van de Raad van State, afdeling administratie, R. VAN HAECKE, Het gelijkheidsbeginsel en de toegang van de vrouw tot de openbare ambten, Tijdschrift voor bestuurswetenschappen en publiek recht, 1968, blz. 322-326.

te stellen voor de benoeming in bepaalde betrekkingen die aan Rijksambtenaren moeten worden verleend, met name door de Koning.

*
* *

Uit dit alles volgt dat het de Koning vrijstaat, alleen mannelijke gegadigden in aanmerking te laten komen voor bepaalde betrekkingen in de Rijksbesturen, als daar geschiktheidseisen voor gelden waaraan alleen die gegadigden voldoen, of als er lichamelijke of morele gevaren aan verbonden zijn waartegen de vrouw dient te worden beschermd. Wil het gelijkheidsbeginsel niet worden miskend, dan mag een zodanige maatregel echter alleen worden genomen op grond van objectieve gegevens die het maken van een onderscheid naar gelang van het geslacht kunnen wettigen.

De aanhef van het ontwerp zegt alleen "dat, eensdeels wegens de bijzondere vereisten welke verbonden zijn met de goede werking van de dienst "enquêtes" van het Hoog Comité van toezicht en anderdeels wegens de noodzakelijkheid voor de bescherming van de vrouw tegen bepaalde lichamelijke of morele risico's in te staan, het geboden is de vrouwelijke gegadigden uit te sluiten uit de betrekkingen van commissaris 3e klasse en van commissaris van werken 3e klasse in bedoelde dienst "enquêtes". Een zo algemene considerans, waarin alleen maar opnieuw het voorbehoud wordt geformuleerd zoals de Belgische Staat dat gemaakt heeft bijzzijn toetreding tot het Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw, is niet voldoende om de ontwerp-bepalingen te wettigen.

.../...

De Regering behoort het door die bepalingen aan de orde gebracht probleem dan ook opnieuw te onderzoeken. Kan zij zich beroepen op welbepaalde objectieve gegevens, dan moeten die in de aanhef van het ontwerp worden vermeld. Kan zij dat niet, dan heeft het ontwerp geen rechtsgrond.

Ook moet worden nagegaan of het, met het oog op de verscheidenheid van de taken de op de gezamenlijke commissarissen en commissarissen van werken van de dienst "enquêtes" rusten, niet verantwoord ware slechts een bepaald aantal betrekkingen voor mannelijke gegadigden te reserveren.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	G. ARONSTEIN, F. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.